

Revue de presse



Mardi 25 Octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le PLF 2023 présenté devant la commission des finances et du budget de l'APN](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin de 2022

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, lundi à Alger, que les réserves de change devraient atteindre les 54,6 milliards de dollars à la fin de l'année 2022.



Le PLF prévoit une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de dinars et 13.786,8 milliards de dollars de dépenses

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Commerce extérieur : L'embellie

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Journée d'information sur le renseignement tarifaire : Rapprocher les services douaniers des opérateurs économiques.

La Direction générale des douanes (DGD) organise, lundi à Alger, une journée d'information autour de la procédure relative au renseignement tarifaire contraignant (RTC) et au renseignement contraignant sur l'origine (RCO), et ce, au profit des opérateurs économiques et des transitaires en douanes, a indiqué la DGD hier dans un communiqué.



[Forum d'El Moudjahid, Bilan des activités douanières de l'année 2022 : La facilitation douanière est une rationalisation des procédures](#)

Contrôleur général et directeur régional des Douanes algériennes, Yazid Foudad était l'invité, hier, du Forum d'El Moudjahid. Sa conférence fut l'occasion de dresser le bilan des activités de cette institution névralgique pour la protection de l'économie nationale.



[Ouverture de la création des zones industrielles au privé : «Une mesure novatrice»](#)

Le président Tebboune a instruit, dimanche, en conseil des ministres, le gouvernement d'observer un certain nombre de directives pour la préparation de la relance de l'activité des zones industrielles à travers un projet de loi à présenter ultérieurement au conseil des ministres dont l'ouverture de la création des zones industrielles au secteur privé.



[Projet de loi de finances : Les dépenses en hausse](#)

Les projets de loi de finances pour les trois prochaines années sont élaborés sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars. Présentant, hier, le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a révélé que ses services tablent sur une augmentation des recettes budgétaires. Ces recettes devraient atteindre, selon le grand argentier du pays, 7 901,9 milliards de dinars, soit une hausse de 12% par rapport à la loi de finances complémentaire 2022.



[APN : Kassali présente le PLF 2023 devant les députés](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, aujourd'hui à Alger, le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Pétrole : Le prix du Brent avoisine les 93 dollars

Les prix du pétrole étaient en baisse, aujourd'hui, sur les marchés, impactés notamment par la hausse du dollar et l'incertitude de la demande mondiale. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre perdait 0,71% à 92,84 dollars, et son homologue américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois reculait de 1,02% à 84,18 dollars. Selon les analystes, l'appréciation marquée du billet vert pèse sur l'or noir et affaiblit le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises.



Exportation d'électricité : L'Algérie éclaire l'Europe

La production nationale d'électricité devrait dépasser 30.000 méga-watts à l'horizon 2030. Après la Tunisie et la Libye, le Groupe Sonelgaz vise l'Europe via le projet d'exportation d'électricité vers l'Italie, en phase d'études. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran, le président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjel, a affirmé que cette énergie est «suffisante» au niveau national dépassant les 25.000 mégawatts (MW) et devant dépasser 30.000 MW à l'horizon 2030, notant que l'Algérie, qui exporte vers la Tunisie, a l'ambition d'étendre le champ de ses exportations vers les pays européens.



31e Sommet d'Alger : Le Monde arabe face à son destin

Les participants au Sommet n'ignorent certainement pas les spécificités historiques de la conjoncture mondiale du moment. Considéré comme l'un des plus importants dans les annales de la Ligue des États arabes, le Sommet d'Alger est un moment-charnière dans le parcours de l'organisation panarabe de même que pour les peuples. 31e du nom et se déroulant à une date symbolique, il réunit déjà une unanimité auprès de toutes les opinions de la région.

APN : Kassali présente le projet de loi de finances 2023



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, ce lundi à Alger, le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Equilibres financiers et PLF 2023: le ministre Kassali dévoile les nouveaux chiffres



Le projet de la loi de finances (PLF 2023), a été présenté ce lundi par le ministre des Finances, M. Brahim Djamel Kassali, devant les députés membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Le ministre des Finances présente le PLF 2023 devant la commission de l'APN: Les prévisions tablent sur une augmentation des recettes budgétaires de 12 %

Le ministre des Finances, Ibrahim Djamel Kassali, a présenté, hier, devant la Commission des Finances de l'APN, un exposé sur les mesures et les prévisions contenues dans le projet de loi de finances 2023. En effet, Kassali a exposé ses prévisions pour la clôture de l'année en cours, liées au produit intérieur brut, au taux de croissance, à la balance des paiements, aux réserves de change...



Loi de Finances 2023 : le projet est basé sur un prix de pétrole à 60 dollars le baril

Le projet de loi de finances (PLF) 2023 a été présenté ce lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors de cette présentation, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a précisé que le PLF 2023 était élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025. Le projet est également basé sur un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,6% en 2025.



PLF 2023 : Le ministère des Finances prévoit une augmentation de 12% des recettes budgétaires

Le ministre des Finances, Ibrahim Djamel Kassali, a présenté, ce lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur les mesures les plus importantes contenues dans le projet de loi de finances 2023.

[Kassali devant la Commission du Budget de l'APN : « renforcement de l'approche gouvernementale de rationalisation des importations »](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté ce lundi le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Dans son exposé, il précise que la baisse continue des importations de biens «renforce l'approche gouvernementale de rationalisation des importations».

[Le ministre des Finances devant la commission de l'APN : Recettes en hausse et mesures de soutien à l'économie nationale](#)



Brahim Djamel Kassali, ministre des finances, a présenté aujourd'hui le Projet de Loi de Finances 2023 à la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée Populaire Nationale, présidée par Lakhdar Salmi, Président de la Commission, en présence de Mme Basma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement et des membres de la commission.



[Présentation du projet de loi de finances 2023 à l'APN: Le ministère des Finances s'attend à une augmentation des recettes budgétaires estimée à 12%](#)

La Commission des finances et du budget a tenu, ce lundi, une réunion présidée par Lakhdar Salmi, président de la commission, lors de laquelle Brahim Djamel Kassali, ministre des Finances, a présenté un exposé sur les mesures les plus importantes et attendues contenues dans le projet de loi de finances 2023.



[Le PLF 2023 présenté devant la Commission des finances et du budget de l'APN](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté hier le projet de loi de finance (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



[Un expert américain estime que l'Algérie serait la prochaine puissance économique dans la région](#)

Économie – La récente concrétisation de nombreux partenariats d'investissement du gouvernement algérien est, selon un expert américain, une phase profitable à l'Algérie, susceptible de devenir un véritable hub et une puissance économique en Afrique. Ne bougez pas ! On vous en dit plus ci-dessous.



[Importation de véhicules de moins de 3 ans : Les Douanes se disent prêtes](#)

Si les modalités d'importation des véhicules de moins de trois ans ne sont pas encore connues dans le détail, du côté de l'administration générale des Douanes on affirme, par la voix de son Contrôleur général auprès du port d'Alger, Yazid Foudal, que tous les services compétents en la matière sont fins prêts à traiter les arrivages dans les délais.

المجلس الشعبي الوطني : وزير المالية يعرض مشروع قانون المالية 2023 أمام لجنة المالية و الميزانية



عرض وزير المالية, ابراهيم جمال كسالي, اليوم الاثنين, بالجزائر العاصمة, مشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام لجنة المالية و الميزانية بالمجلس الشعبي الوطني خلال جلسة حضرتها وزيرة العلاقات مع البرلمان, بسمة عزوار, برئاسة لخضر سلامي رئيس اللجنة.



كسالي يعرض مشروع قانون المالية 2023 أمام لجنة المالية و الميزانية بالمجلس الشعبي الوطني

عرض وزير المالية, ابراهيم جمال كسالي, اليوم الاثنين, بالجزائر العاصمة, مشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام لجنة المالية و الميزانية بالمجلس الشعبي الوطني خلال جلسة حضرتها وزيرة العلاقات مع البرلمان, بسمة عزوار, برئاسة لخضر سلامي رئيس اللجنة.

نواب البرلمان عن مشروع قانون المالية 2023.. هذه المؤشرات لم ترد في العرض



عقدت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، اليوم الاثنين، اجتماعا برئاسة لخضر سالمى رئيس اللجنة. حيث عرض خلاله وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، أهم التدابير والتوقعات الواردة في مشروع قانون المالية لسنة 2023. وذلك بحضور نائبى الرئيس، ناصر بطيش وعلال بوتلجة وكذا وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار.



وزير المالية: نتوقع بلوغ احتياطي الصرف 54.6 مليار دولار بنهاية السنة

كشف وزير المالية ابراهيم كسالي، الاثنين، أنه من المتوقع أن ترتفع احتياطيات الصرف إلى 54.6 مليار دولار بنهاية العام الجاري 2022. وأوضح كسالي، خلال عرضه لمشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أن تقديرات إغلاق العام الجاري تشير إلى أن احتياطي الصرف المرتقب بنهاية 2022 سيقدّر بـ 54.6 مليار دولار، أي ما يعادل 3.14 شهرا من واردات السلع والخدمات خارج عوامل الإنتاج.

في قطاعات المناولة والاستثمار والنقل والتوزيع: بعودة نشاط السيارات.. 100 ألف منصب شغل للجزائريين!

يرتقب أن يساهم قطاع السيارات والميكانيك في الجزائر في استحداث 100 ألف منصب شغل مباشر وغير مباشر، وذلك بعد انتعاش نشاط التركيب مجدداً، والذي تم الفصل فيه نهائياً عبر عقود رسمية بخصوص مصنعي "فيات"، و"رونو" في وهران، في انتظار توقيع عقود جديدة مع مصنعين عالميين قريباً، وأيضاً قرار رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون باستعجال إصدار دفتر الشروط الجديد المنظم لاستيراد المركبات، والذي يرتقب أن يكون جاهزاً الأسبوع المقبل.

أخبار

مشروع قانون المالية 2023.. وزير المالية يكشف تفاصيل تعديل الشبكة الاستدلالية للأجور

كشف وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، تخصيص مبلغ 597 مليار دينار لتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب والأجور، في مشروع قانون المالية 2023. وقال إبراهيم جمال كسالي، إنه تم اقتراح تخصيص احتياطي بقيمة 1976 مليار دينار، من أجل تغطية النفقات غير المتوقعة الناتجة عن القرارات المتخذة بخصوص إعادة تقييم النقطة الاستدلالية ومنحة البطالة وتنفيذ الدعم والإدماج المهني.

جزائريس

بهرته بحث إخباري

وزير المالية يعرض مشروع قانون المالية لسنة 2023: توقع ارتفاع الإيرادات ب 12 بالمائة

*ميزانية التسيير تفتقر ب 26.9 بالمائة بسبب الزيادات في الأجور ومنحة البطالة.
*الجزائر تبنّت الانتقال إلى نمط جديد من الحوكمة المالية

عقدت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني الاثنين اجتماعاً برئاسة السيد لخضر سالمى رئيس اللجنة، عرض فيه إبراهيم جمال كسالي وزير المالية عرضاً حول أهم التدابير والتوقعات الواردة في مشروع قانون المالية لسنة 2023 وذلك بحضور نائبى الرئيس، السيدى ناصر بطيش وعلال بوتلجة وكذا السيدة بسمة عزوار، وزيرة العلاقات مع البرلمان.

نبه رئيس اللجنة في مستهل الأشغال إلى خصوصية هذا العرض موضحاً أن دراسة مشروع قانون المالية للسنة المقبلة قد حضر وفقاً لأحكام القانون 18-15 المتعلق بقوانين المالية وذلك بعدما كان يحضر في السابق وفق أحكام القانون 84-17 ما يعنى الانتقال من الميزانية بالوسائل إلى الميزانية بالبرامج والأهداف. من جهته، استهل ممثل الحكومة عرضه بتقديم

مؤشرات عن تنبؤات الإقفال لسنة 2022 تتعلق بنفقات الدعم الاجتماعي، الناتج الداخلي الخام، معدل النمو، ميزان المدفوعات، احتياطي الصرف، معدل التضخم، مؤشر الاستهلاك والتحصيل الجبائي.

عقب ذلك انبرى الوزير لشرح تأطير الاقتصاد الكلي والميزانياتي لمشروع قانون المالية لسنة 2023 مؤكدا أن الجزائر تبنت الانتقال إلى نمط جديد من الحوكمة المالية وذلك وفق نص القانون 15-18. في هذا الإطار، أوضح كسالي أن مصالحه تتوقع ارتفاعا في إيرادات الميزانية يقدر بنسبة 12% مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي الأخير وهذا مقابل نفقات تصل إلى 13786 مليار دج، وأضاف أن ميزانية التسيير ستعرف من جهتها ارتفاعا يقدر ب 26.9% وذلك بسبب تعديل الشبكة الاستدلالية للأجور وزيادة الاعتمادات المرصدة لمنحة البطالة إلى جانب أثر ناجم عن تدابير ميزانية أخرى.

وأما بخصوص الاعتمادات الموجهة لرخص البرامج، فأوضح ممثل الحكومة أنها ستبلغ 1359 مليار دج سيوجه منها ما نسبته 76.3 % للبرنامج الجديد مقابل 23.7% مخصصة لإعادة تقييم المشاريع قيد الإنجاز. واختتم ممثل الحكومة عرضه بشرح التدابير التشريعية المقترحة في مشروع القانون والتي تتعلق في مجملها بدعم الاستثمار وتعبئة الموارد وتحقيق مبدأ الشمول المالي والجبائي وكذا تشجيع النشاطات التضامنية. وعند فتح مجال المناقشة، رافع أعضاء اللجنة بخصوص عدة مطالب انصبت في مجملها حول تخصيص مزيد من الاعتمادات المالية لاسيما للمناطق التي تعاني من ضعف في الهياكل القاعدية. إلى جانب ذلك، تساءل السادة النواب عن مؤشرات لم ترد في العرض على غرار حجم الدين الداخلي والخارجي وكذا معدل البطالة، كما تساءلوا عن كيفية مواجهة التضخم وعن موارد تمويل عجز الخزينة.



وزير المالية يكشف وضع الميزان التجاري

عرض وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين، مشروع قانون المالية 2023، على لجنة المالية في البرلمان. واقترح مشروع قانون المالية 2023، وفق وزير المالية، تخصيص احتياطي بـ1976 مليار دينار، لتغطية النفقات غير المتوقعة الناتجة عن القرارات المتخذة، في إطار إعادة تقييم النقاط الاستدلالية ومنحة البطالة وتنفيذ إصلاح الدعم والإدماج المهني.

PERFORMANCE JAMAIS ATTEINTE DEPUIS 2014

Excédent de 11,3 milliards de dollars de la balance des paiements

L'inflation atteindra d'ici la fin de l'année en cours le seuil de 7,7% pour cause de hausse des prix des produits importés, en particulier les prix des produits agroalimentaires.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - C'est ce que soutient le ministre des Finances. Présentant, hier lundi, le projet de loi de finances 2023 par-devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Djamel Kassal a révélé que les prévisions de clôture de l'année 2022 indiquent une hausse de la croissance du produit intérieur brut à 3,7%, et la balance commerciale enregistrant un excédent de 17,7 milliards de dollars, contre 1,1 milliard de dollars en 2021.

Le projet prévoit également une augmentation des exportations des marchandises à 56,5 milliards de dollars et des exportations de carburant à 49,5 milliards, soit une augmentation de 45,2%, tandis que la balance des paiements devrait enregistrer un excédent de 11,3 milliards de dollars, une performance jamais atteinte depuis 2014.

Revenant sur les résultats de l'année en cours jusqu'en juillet 2022, le ministre des Finances a indiqué que la balance commerciale a enregistré un excédent de 8,88 milliards de dollars à fin juillet, contre un déficit de 0,62 milliard de dollars au cours de l'année 2021. Ceci, alors que les exportations de marchandises ont augmenté de 53,30% pour avoir atteint 32,06 milliards de dollars contre 20,91 milliards de dollars en 2021.

Pour leur part, les exportations d'hydrocarbures ont atteint à la même période 28,15 milliards de dollars, contre 18,42 milliards de dollars en 2021, enregistrant une augmentation de 52,79%, ainsi qu'une augmentation des exportations hors hydrocarbures de 2,49 milliards de dollars à fin juillet 2021 à 3,91 milliards de dollars à fin juillet 2022, soit une augmentation de 57,01%.

Concernant le budget, Kassal parle d'un excédent budgétaire de 35,76 milliards de dinars jusqu'en juillet 2022, contre un déficit de 830,73 milliards de dinars enregistré dans la même période de 2021. En revanche, le déficit total du Trésor public a enregistré une valeur de 384,53 milliards de dinars à fin juillet 2022, contre un déficit de 1248,57 milliards de dinars à la même période de 2021, soit une baisse de 68,4%. Ledit texte consacre la somme de 1976 milliards de dinars à l'effet, selon le ministre des Finances, de couvrir les dépenses imprévues résultant des décisions prises, citant la re-

valorisation des points indiciaires des travailleurs, de l'allocation chômage et de la mise en œuvre de la réforme du soutien et de l'insertion professionnelle.

S'agissant de l'inflation, elle s'est établie à 9,61%, contre 5,90 à fin juillet 2021, avec une augmentation estimée à 3,71% en raison de la hausse du niveau des prix des produits alimentaires de 14,28%, des produits manufacturés de 7,06% et les services de 3,34%.

Ainsi présenté, ce projet de loi de finances 2023 fera l'objet de nombreux rencontres des membres de la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement, avec, d'abord, les représentants des départements ministériels



avant des auditions de représentants de diverses institutions en lien direct avec ledit texte.

Suite à quoi, un rapport préliminaire sera élaboré et les débats

autour de ce document entamés en plénière de l'Assemblée vers la fin-novembre prochain, avançons nous appris hier lundi.

M. K.

MARCHE AUTOMOBILE

«La loi permet d'importer à partir du 1^{er} janvier 2023»

Au cours du Conseil des ministres de dimanche dernier, le président de la République a ordonné de libérer dans une semaine le cahier des charges, définissant les modalités de l'exercice de l'activité de l'importation des véhicules neufs. L'expert en économie, Tigharsi Houari, s'est exprimé sur le sujet relatif à l'importation dans l'immédiat, mais aussi, il a insisté sur l'importance du taux d'intégration à l'avenir dans l'industrie automobile pour réaliser des bénéfices économiques conséquents.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - Nous allons assister d'abord à une étape marquée par les importations en attendant de mettre en place une véritable industrie automobile avec un taux d'intégration qui soit favorable pour la réalisation de bénéfices conséquents pour l'Algérie, a expliqué, hier lundi, l'économiste Tigharsi Houari sur les ondes de la radio nationale Chaîne 1. Le cahier des charges va dévoiler

des points positifs mais, «certainement» aussi, des points négatifs, estime-t-il, précisant qu'il faut avant tout veiller à préserver le Trésor public.

Concernant l'importation de la marque italienne Fiat, il considère que la démarche gouvernementale est positive en attendant l'arrivée de nouvelles marques mondiales, se référant aux déclarations du Premier ministre. Le cahier des charges doit donc com-



porter, selon lui, des textes visant à protéger le Trésor public et d'acquiescer de l'automobile en même temps. Parlant du cahier des charges, Tigharsi Houari s'attend à ce que la loi «va définir le nombre des importateurs», estimant que les actuels chiffres de 700 à 800 importateurs sont «astrono-

miques», appelant encore une fois à préserver le Trésor public. Pour ce qui est des importateurs, l'expert pense que des mesures «strictes» seront contenues dans les nouveaux textes pour le contrôle de toute l'activité, de la vente jusqu'au service après-vente, rappelle-t-il.

Dans un autre domaine, il s'attend qu'il y ait des textes qui préservent le marché contre la spéculation. «Par le passé, ce phénomène était flagrant où le spéculateur pouvait détenir jusqu'à 40 véhicules à la fois, obligeant le consommateur à recourir au marché parallèle pour l'achat d'une automobile», fait-il rappeler.

Quant aux premières opérations d'importation, l'économiste s'attend à ce que les premières automobiles soient disponibles dès janvier 2023. Selon lui, la loi de finances est claire et il ne reste qu'à fixer quelques dispositions techniques qu'il souhaite, à l'occasion, «favorables» pour le consommateur. «La loi autorise l'importation des véhicules neufs et les véhicules de moins de 3 ans à partir du 1^{er} janvier 2023», conclut-il.

A. B.

LE CONTRÔLE DE L'ACTION PUBLIQUE

Les «ordres» du Président et le suivi sur le terrain

Par Omar Berbiche

Les réunions du Conseil des ministres et celles du Conseil du gouvernement sont des moments importants dans la vie nationale. Parce que c'est le cadre juridique et politique par où transitent les textes de loi avant leur examen et l'adoption par le Parlement, avec ce moment solennel de l'examen et de l'adoption de la loi de finances qui consacre l'inauguration de la nouvelle année budgétaire de l'Etat, ainsi que tous les dossiers sectoriels, les décisions de nominations et de fin de missions des hauts cadres de l'Etat, l'adoption des traités internationaux et autres accords bilatéraux entre l'Algérie et ses partenaires étrangers. Au plan national, les orientations données par le président de la République lors des réunions du Conseil des ministres s'imposent à tous, selon l'objet de l'interpellation, parce qu'elles portent le sceau de la plus haute institution de la République. Et ceux qui ne l'auront pas compris font montre d'une passivité ou quelque indolence dans la mise en œuvre des orientations du chef de l'Etat, pour une raison ou une autre, n'ont droit à aucune mansuétude ou circonstance atténuante. De nombreux hauts responsables : ministres, walis, diplomates, DG d'entreprises ont payé de leurs postes pour avoir fait fi de la parole publique incarnée, au plus haut niveau institutionnel, par la personne du président de la République.

Le constat de connivence, par endroits, dans l'application des orientations présidentielles et des décisions émanant des hautes institutions de l'Etat est, chose nouvelle, étalé sur la place publique, par le président Tebboune lui-même, comme il l'a fait lors de la rencontre gouvernement-walis, où il a vertement harangué les responsables des collectivités locales qui font peu ou pas des engagements de l'Etat, désertent le terrain, font de la résistance, ou traînent les pieds pour mettre en œuvre les plans de développement, les directives de la tutelle, voire les lois de la République. Le mot «complot» a été violemment lâché et répété en plusieurs occasions pour prendre à témoin l'opinion publique, fouetter les consciences et situer l'origine du mal, de l'immobilisme et de l'incurie constatés, ici et là, dans la gestion des affaires publiques. L'opposition a un avis tranché sur la question, estimant que le Président cherche à se dédouaner de toute responsabilité en criant au complot. Même la «sémantique» du discours présidentiel a changé de degré, pour se mettre à l'heure des comptes exigés des commis de l'Etat dans l'accomplissement de leurs missions. «Le président de la République a ordonné...», le mot «ordonné» est devenu le terme lexical usuel au lieu et place de «directives» dans les communiqués du Conseil des ministres dans la partie relative aux orientations du chef de l'Etat. La parole présidentielle prend une intonation quasi martiale.



UN LIVRE DE CHEVET

La démarche et le style de gouvernance, par le verbe et l'action, à travers le recours aux sanctions immédiates contre des commis de l'Etat qui ont gravement failli dans l'exécution de leurs missions, comme ce fut le cas pour la vague de walis limogés récemment, semblent avoir porté leurs fruits. Les directives du président de la République sont devenues un livre de chevet pour les hauts fonctionnaires de l'Etat. Il n'y a qu'à voir la frénésie qui s'empare des ministres, des walis et des responsables subalternes, à chaque fois que le Président intervient dans le débat public, lors des réunions

du Conseil des ministres, ou dans d'autres circonstances, pour mobiliser leurs cadres, dans la perspective de la mise en œuvre des directives présidentielles. Surtout si ces dernières sont adossées à des délais incompressibles, comme ce fut le cas du plan d'action pour l'éradication des zones d'ombre, ou encore, cette actualité phare du jour, de la publication du cahier des charges devant réglementer l'activité d'importation des véhicules neufs par les concessionnaires automobiles fixée par le président Tebboune à une semaine lors du Conseil des ministres de ce dimanche. La création du poste de l'inspection

générale à la présidence de la République qui devrait s'accompagner de l'installation de ses délégués au niveau décentralisé, à l'échelon des collectivités locales, la mise en place d'une structure de médiation rattachée à la présidence de la République dotée de représentations locales sont des outils modernes de gestion de la chose publique qui ont montré leur efficacité en matière de contrôle et de suivi de l'action publique dans les Etats développés qui y ont eu recours. La mesure prise par le président Tebboune de faire remonter l'information sur les préoccupations des citoyens à travers les cahiers de doléances que les administrations sont désormais tenues de mettre périodiquement à la disposition des médiateurs de la République au niveau des wilayas est une forme de contrôle intelligente qui pourrait être productive, si l'initiative, encore une fois, n'est pas détournée de son but et parasitée par de faux cahiers de doléances et des témoignages fictifs d'administrés imaginaires auxquels on fera écrire des choses élogieuses sur le sérieux, la compétence, l'abégation, le sens de l'écoute des responsables et rien sur leurs défaillances. Qui contrôlera les contrôleurs ? Vaste sujet de philosophie, s'il en est, mais la problématique posée repose sur des réalités vécues pour ne pas s'en soucier et réfléchir inlassablement à affiner les dispositifs de contrôle et de suivi des affaires de l'Etat. A tous les niveaux.

O. B.

4400 LITRES DE GASOIL DESTINÉS À LA CONTREBANDE SAISIS À BORDJ BADJI MOKHTAR

Les services des Douanes ont saisi, en coordination avec les services sécuritaires, une quantité de 4400 litres de gasoil destinés à la contrebande à Bordj Badji Mokhtar, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). «*Dans le cadre des efforts menés conjointement sur le terrain par les services opérationnels des brigades douanières avec les services de sécurité, les agents de la brigade polyvalente des douanes de Bordj Badji Mokhtar (inspection divisionnaire d'Adrar), ont saisi 4400 litres de gasoil, lors de deux opérations distinctes exécutées en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et ceux de la Gendarmerie nationale (GN) et des Gardes-frontières*», précise la même source qui a fait état en outre de la saisie de deux camions. Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre des «*efforts incessants déployés pour protéger l'économie nationale et lutter contre la contrebande, sous toutes ses formes*», conclut la même source.

LOI DE FINANCES 2023

Kassali présente le projet à l'APN

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté hier le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Lors d'une séance présidée par le président de la commission, Lakhdar Salmi, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Kassali a précisé que le PLF 2023 était élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,6% en 2025. Pour 2023, le projet de loi de finances prévoit une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de dinars et 13.786,8 milliards de dollars de dépenses, réparties sur les dépenses de fonctionnement, qui augmenteront à 9.767,6 milliards de dinars (+26,9%) et les dépenses d'équipement qui augmenteront à 4.019,3 milliards de dinars (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire (LFC) 2022.

Sur la base des recettes et dépenses prévisionnelles, le déficit budgétaire passera de 4.092,3 milliards de dinars (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5.720,0 milliards de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB).

Selon les données présentées par le ministre des Finances, les recettes des exportations de biens devraient atteindre, en 2023, un montant de 46,3 milliards de dollars américains, contre 44,4 milliards de dollars dans les prévisions de la LFC 2022. Ces recettes devraient enregistrer une légère hausse à 46,4 milliards de dollars en 2024 et à 45,8 milliards de dollars en 2025. M. Kassali a, par ailleurs, affirmé que la baisse continue des importations de biens «renforce l'approche gouvernementale de rationalisation des importations». Il faut noter que la Commission des finances et du budget de l'Assemblée

populaire nationale (APN) a tenu, dimanche dernier, une réunion pour fixer l'agenda de ses travaux relatifs à l'examen du projet de loi de Finances 2023.

Inaugurant les travaux de la réunion, le président de la Commission, Lakhdar Salmi a affirmé que le «but escompté est de fixer l'ordre du jour permettant d'examiner ce projet de loi important dans tous ses aspects», a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire.

De leur côté, les membres de la Commission sont convenus de renforcer le contrôle à travers la mise en place d'un calendrier de réunions pour accueillir nombre de ministres et de directeurs d'institutions financières, permettant ainsi de bien connaître les différentes mesures législatives et fiscales suggérées dans le projet de loi de Finances 2023, a conclu la même source.

Slimane Ould Brahim

EXPORTATIONS DE BIENS

46,3 milliards USD de recettes prévues dans le PLF-2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté hier, le projet de loi de finances (PLF) 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors d'une séance présidée par le président de la commission, Lakhdar Salmi, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre des Finances a précisé que le PLF 2023 était élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,6% en 2025. Pour 2023, le projet de loi de finances prévoit une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de dinars et 13.786,8 milliards de dinars de dépenses, réparties sur les dépenses de fonctionnement, qui augmenteront à 9.767,6 milliards de dinars (+26,9%) et les dépenses d'équipement qui augmenteront à 4.019,3 milliards de dinars (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire (LFC) 2022. Sur la base des recettes et dépenses prévisionnelles, le déficit budgétaire passera de 4.092,3 milliards de dinars (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5.720,0 milliards de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB). Selon les données présentées par le ministre des Finances, les recettes des exportations de biens devraient atteindre, en 2023, un montant de 46,3 milliards de dollars américains, contre 44,4 milliards de dollars dans les prévisions de la LFC-2022. Ces recettes devraient enregistrer une légère hausse à 46,4 milliards de dollars en 2024 et à 45,8 milliards de dollars en 2025. Kassali a, par ailleurs, affirmé que la baisse continue des importations de biens "renforce l'approche gouvernementale de rationalisation des importations".

R.E.

COMMENTAIRE

UN POINT D'HONNEUR

Par Nadia Kerraz

Les annonces faites à l'issue du Conseil des ministres de ce dimanche viennent, une fois encore, consacrer la détermination, maintes fois affichée au demeurant, du président Tebboune de marquer la rupture avec des pratiques qui ont porté préjudice par le passé à l'image de l'Etat et à au fonctionnement de ses démembrements. Des décisions fortes ont été prises pour remettre sur les rails l'Algérie nouvelle voulue et pensée par le président de la République. En effet, force est de reconnaître que depuis son élection à la magistrature suprême, le chef de l'Etat n'a eu de cesse, par touches progressives et successives, de remédier à la situation héritée en 2019. Le défi n'était pas simple à relever tant il est vrai qu'il n'est pas aisé de changer un état d'esprit qui a prévalu pendant plus d'une décennie. Mais le challenge était à la mesure de l'homme, conscient, de par ses anciennes responsabilités, des points faibles auxquels il fallait s'attaquer pour redonner aux Algériens l'envie de croire en leur pays et en ses dirigeants. Cela peut sembler anodin, mais la gageure est de taille. Et pour se donner les moyens de la relever, le Président veille sur chaque détail et ne manque pas de recaler ses ministres dès lors qu'un projet de loi préparé et présenté par un membre du gouvernement ne va pas dans le sens recherché. A savoir l'amélioration du quotidien des Algériens et la préservation de leur dignité. Les orientations, instructions et directives données dans cette optique sont innombrables. Les décisions prises lors

des Conseils des ministres le sont tout autant. Et celles de ce dimanche, loin de déroger à la règle, confirment la démarche suivie par le président Tebboune. Il paraît ainsi clairement que la défense de l'intérêt de l'Etat et celui des citoyens prime sur toute autre considération. Et à ce titre, concernant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs, le président de la République a ordonné de publier le cahier des charges de l'activité de concessionnaire d'importation de véhicules neufs d'ici une semaine, et de mettre fin aux anciennes pratiques qui ont épuisé les citoyens et le Trésor public. Il a aussi ordonné de «créer dans chaque commune des zones d'activité destinées aux jeunes et aux petits métiers en vue d'absorber le chômage», tout comme il a réitéré l'engagement de l'Etat à accompagner «les porteurs d'idées et d'initiatives loin des précédentes expériences basées de la rente et le gain rapide», et à poursuivre «la politique de soutien aux jeunes diplômés des universités et des instituts de formation à travers l'allocation chômage parallèlement à un suivi permanent de l'évolution du processus de recherche d'emploi par le bénéficiaire». Pour ce qui concerne la prise en charge sanitaire des citoyens, le chef de l'Etat a demandé la création «d'hôpitaux spécialisés en urgences comme une expérience pilote avant de la généraliser, tout en maintenant les spécialités au niveau des grands hôpitaux». Gageons aussi que ces décisions ne sont pas les dernières que le président Tebboune prendra dans le cadre de la mise en œuvre des 54 engagements pris et qu'il met un point d'honneur à honorer.

■ N. K.

RESPECT DU JOUR DE RÉCEPTION DES CITOYENS

Une mesure appréciée

Le respect du jour de réception des citoyens une fois par semaine exigé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres a été bien accueilli par la population. Cette décision qualifiée de salubre par les citoyens met walis, chefs de daïra et élus locaux devant leurs responsabilités. Pour Ahmed Necham, inspecteur de l'éducation, le chef de l'Etat vient de cibler les responsables de l'administration dont chacun doit désormais appliquer rigoureusement cette instruction. « Ces responsables doivent comprendre qu'ils sont au service des citoyens. Il est impensable qu'à l'ère de la technologie, l'administration soit toujours un facteur d'obstacle pour le citoyen », explique-t-il. L'inspecteur de l'éducation propose l'ouverture d'un livre de doléances électroniques des citoyens pour que celles-ci ne soient pas effacées, tout en permettant au médiateur de la République d'y accéder à distance. Amel Amar, de la société civile, applaudit la décision du président Tebboune qui, selon elle, vise à démasquer les responsables qui sont dernière le pourrissement de l'administration. « En tant qu'acteur de la société civile, je veillerai à ce que cette décision soit appliquée rigoureusement », affirme-t-elle. Et de s'interroger : « Qu'est-ce qui empêche les walis, les chefs de daïra ou les présidents des APC de consacrer une journée par semaine pour entendre la voix du citoyen ? » Abdelhamid Houari, un retraité d'Algérie Poste, affiche lui aussi son contentement quant à cette instruction. Selon lui, le président de la République « devra être plus rigoureux et intraitable dans la réforme de l'administration ». « Une réforme qui n'en finit pas à cause de certains responsables qui croyaient être indétrônables. Aujourd'hui, la décision du président de la République reconforte le citoyen dans son action pour demander ses droits sans provoquer une bagarre dans les services administratifs », explique-t-il, avant d'évoquer longuement la souffrance des citoyens devant les guichets de la poste. Sabrina Hadj Allah, jeune informaticienne, juge, elle aussi, que la décision du président Tebboune, « met dos au mur les bureaucrates ». « Le fait de penser se présenter devant un service de l'administration pour demander ses droits, c'est déjà un traumatisme. Le mauvais accueil et le regard négatif de certains responsables sont monnaie courante. Rien ne justifie ce mauvais comportement des responsables ou agents de l'administration envers le citoyen », soutient-elle.

■ M. Benkeddada

54 مليار دولار مع نهاية عام 2022

احتياطي العملة الصعبة يعود إلى الارتفاع

• وزير المالية يعدد محاسن تقليص الواردات • النواب يتساءلون: حجم الدين الداخلي والخارجي ونسب البطالة؟ • إعادة التقييم تمتص 2.3 في المائة من رخص البرامج

من المرتقب أن يبلغ احتياطي الصرف حوالي 54.6 مليار دولار في أواخر العام الجاري مدفوعا بارتفاع صادرات المحروقات المقرر أن تبلغ 50 مليار دولار عند إغلاق سنة 2022. وأشارت وزارة المالية في تقديمها لقانون المالية إلى أن هذه الأموال تغطي 14 شهرا من الواردات.

جمال. ف



جمال كسالي

• في هذا السياق، أشار وزير المالية، جمال كسالي، في تقديمه للقانون، إلى أنه من المرتقب تسجيل الميزان التجاري لفائض قدره 17.7 مليار دولار مقابل 1.1 مليار دولار في 2021، موضحة بالمقابل أن صادرات السلع ستبلغ عند الإغلاق في أواخر 2022 38.7 مليار دولار، فيما ستصل واردات السلع إلى 37.5 مليار دولار.

ومن المرتقب أيضا أن تصل عائدات صادرات السلع سنة 2023 إلى 46.3 مليار دولار أمريكي مقابل 44.4 مليار دولار في تنبؤات قانون المالية التكميلي 2022، مضيفا أنه من المرتقب تسجيل "زيادة طفيفة" في 2024 و2025 لتصل عائدات الصادرات إلى 46.4 مليار دولار و45.8 مليار دولار على التوالي.

وأكد الوزير بهذا الخصوص أن التراجع المستمر في تدفق واردات السلع (تقليص الواردات) يعزز نهج الحكومة في ترشيد الواردات.

وقال إن الإيرادات الإجمالية للميزانية للسنة المقبلة، سترتفع إلى 7.9019 مليار دج، فيما ستصل النفقات إلى 13.7868 مليار دج موزعة على نفقات التسبير التي سترتفع إلى 9767.6 مليار دج، أي +26 في المائة (ذلك بسبب تعديل الشبكة الاستدلالية للأجور وزيادة الاعتمادات المرصدة لمنحة البطالة، إلى جانب أثر ناجم عن تدابير ميزانية أخرى).

ونبه إلى ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز إلى 4.0193 مليار دج (+27 في المائة) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، فيما أشار الوزير إلى أنه

نمو عند ارة 4 في المائة سنة 2023 وبار 4 بالمائة في 2024. وفي هذا السياق، أشار ممثل الحكومة إلى أن الجزائر تبنت الانتقال إلى نمط جديد من الحوكمة المالية وذلك وفق نص القانون 18-15.

وعرض الوزير بشرح التدابير التشريعية المقترحة في مشروع القانون والتي تتعلق في مجملها بدعم الاستثمار وتعبئة الموارد وتحقيق مبدأ الشمول المالي والجباي وكذا تشجيع النشاطات التضامنية.

وتركزت مداخلات أعضاء اللجنة على الحاجة لصب مزيد من الاعتمادات المالية لاسيما للمناطق التي تعاني من ضعف في الهياكل القاعدية، وفق ما ذكره بيان للمجلس الشعبي الوطني. واستغرب أعضاء اللجنة أيضا في الجلسة المغلقة غياب مؤشرات في وثائق تخصص حجم الدين الداخلي والخارجي وكذا نسبة البطالة، كما تساءلوا عن كيفية مواجهة التضخم وعن موارد تمويل عجز الخزينة.

ج. ف

على أساس المستويات المتوقعة للإيرادات والنفقات سينتقل عجز الميزانية من 4.0923 مليار دج (-15.9 من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022، إلى عجز متوسط قيمته 5.720 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-20.6 من الناتج الداخلي الخام).

وستبلغ الاعتمادات الموجهة لرخص البرامج 1359 مليار دج سيوجه منها ما نسبته 76.3٪ للبرنامج الجديد مقابل 23.7٪ مخصصة لإعادة تقييم المشاريع قيد الإنجاز. وسيصل حجم التضخم في نهاية العام الجاري إلى 7.7 في المائة بسبب ما يعزوه المسؤولون إلى استيراد التضخم، حيث شهدت أسعار المواد الغذائية الصناعية زيادة قدرها 12 في المائة والمنتجات الفلاحية 9 في المائة، على أن يشهد التضخم تراجعا في 2023 إلى 5.1 في المائة و4.5 في 2024.

وكشف الوزير أنه تم إعداد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي للنفط بـ60 دولارا للبرميل للفترة ما بين 2023 و2025 ومعدل

الدولار بـ224 دينار والأورو بـ218 في السوق الموازية

استئناف استيراد السيارات يلهب سوق "الدوفيز"

شهدت أسعار صرف العملات الرئيسية بداية بالورقة الخضراء في السوق الموازية، تقلبات معتبرة، وبرزت التغيرات المسجلة في وقت أثيرت فيه مسألة ترسيم عودة استيراد السيارات أقل من 3 سنوات، إلى جانب انتعاش سوق السيارات، فضلا عن تسجيل انخفاض في العرض.



نشاط بيع العملة الصعبة في السوق الموازية استعاد بريقه

حفيظ صواليلى

● تعرف أسعار صرف الدولار الأمريكي في السوق السوداء بالجزائر، ارتفاعا ملحوظا منذ أيام، حيث بلغ معدل سعر صرف الدينار مقابل الدولار 222 دينار لدى الشراء و224 دينار لدى البيع، وتسري وضعية سعر الصرف عموما على مجمل العملات المتداولة، حيث بلغ بالنسبة للجنة الإسترليني 242 دينار لدى الشراء و245 دينار لدى البيع، وقدر بالنسبة للدولار الكندي 158 دينار لدى الشراء و160 دينار لدى البيع.

في نفس السياق، تدعم سعر العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" مقابل الدينار الجزائري، بشكل نسبي في تعاملات السوق السوداء، مع مستويات مرتفعة رغم المنحى الذي تشهده العملة الأوروبية مقابل العملات الرئيسية لاسيما الدولار، حيث يقدر 01 أورو بـ0,98 دولار أمريكي، باعتبارها الوتيرة التي استمر عليها الوضع منذ بضعة أيام.

وطبقا لهذا الأساس، فقد بلغ سعر الأورو على مستوى السوق السوداء، 216 دينار للشراء و218 دينار للبيع، ويأتي ذلك في وقت يشهد انتعاشا لحركة الملاحاة الجوية والرحلات بين العديد من البلدان، ولكن أكثر من ذلك التوجه نحو اعتماد استيراد السيارات المستعملة أقل من ثلاث سنوات.

وتبعاً لذلك، فإن نشاط بيع العملة الصعبة في السوق الموازية استعاد بريقه بفضل عدم وجود البدائل الرسمية بالمقام الأول،

فضلا عن تدابير الحجر الصحي وغياب نشاط النقل وانكماش الحركة التجارية.

تداول العملة الصعبة في السوق الموازية "24 أكتوبر 2022"

العملة	شراء	بيع
الأورو	216.00	218.00
الدولار الأمريكي	222.00	224.00
الدولار الكندي	158.00	160.00
الجنيه الإسترليني	242.00	245.00
الفرنك السويسري	210.00	213.00
الليرة التركية	11.00	13.00
اليوان الصيني	30.00	32.00
الريال السعودي	52.00	55.00
الدرهم الإماراتي	51.00	54.00
الدينار التونسي	62.00	65.00
الدرهم المغربي	17.00	19.00
الجنيه المصري	10.00	12.00

اليوان الصيني 30 ديناراً للشراء و32 ديناراً للبيع، وبلغ الدينار التونسي 62 ديناراً لدى الشراء و65 ديناراً لدى البيع.

وتعكس تقلبات سعر صرف الدينار في السوق الموازي، عوامل ظرفية ضاغطة، في وقت يرتقب أن تشهد السوق الموازية للعملة التي تعد أهم بارومتر في مجال التعاملات لسعر الصرف، انتعاشا، خاصة مع نهاية السنة الحالية لاسيما بالنسبة للورقة الخضراء الدولار الأمريكي والعملة الأوروبية الموحدة الأورو، كأنعكاس للطلب المتزايد المرتقب الذي سيبداً ملامحه تتضح خلال الشلالي الأول من سنة 2023 مع عودة سوق استيراد السيارات أيضا، بعد فترة ركود متصلة بتداعيات جائحة كورونا،

وإن سجل -حسبما استطلعتها "الخبر" لدى عدد من الباعية في السوق الموازية- نقصا في العرض خلال الأونة الأخيرة.

وعلى مستوى قيمة العملة المحلية مقابل أهم العملات العربية، فقد استقر الدينار الجزائري عند مستوى متوسط نسبيا متدنيا، حيث بلغ مقابل الريال السعودي 52.00 دينار لدى الشراء و55.00 دينار لدى البيع، وفي نفس الوتيرة، تدعم الدرهم الإماراتي في التعاملات الموازية، وبلغ سعر الدرهم لدى السوق الموازية (السوق السوداء) 51.00 دينار لدى الشراء و54.00 دينار لدى البيع.

وبالموازاة مع ذلك، يتم تداول الليرة التركية بـ11 ديناراً للشراء و13 ديناراً للبيع، بينما بلغ سعر

يقطع الطريق أمام تزوير وثائقها وسنة سيرها

نظام رقمي خاص لجمركة سيارات أقل من 3 سنوات

1997 مخالفة جمركية إلى غاية أوت الماضي

وأحصت مصالح الجمارك على مستوى ميناء الجزائر خلال الثمانية أشهر الأولى من السنة الحالية دخول وخروج 974 باخرة لنقل البضائع والسلع تم خلالها تسجيل 1997 مخالفة جمركية خلال الفترة المذكورة بزيادة ملحوظة مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية التي سجلت 883 مخالفة.

وأشارت حصيلة مصالح الجمارك بميناء العاصمة خلال الفترة المذكورة بشأن النشاط التجاري الخارجي استقبال 50 بالمائة من حاويات التصدير والاستيراد تم خلالها معالجة 203 521 حاوية قادمة من الخارج، بتراجع قدر بـ 5 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من 2021 التي عرضت معالجة 214 628 حاوية مستوردة و960 197 حاوية موجهة للتصدير، بتراجع قدر بـ 9 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية.

وأوضحت الحصيلة أن عدد الحاويات التي خضعت لمراقبة جهاز "سكانير" عرف زيادة خلال هذه السنة مقارنة بالسنة الماضية بنسبة 40 بالمائة، بعد إخضاع 282 160 حاوية لمراقبة هذا النظام، مقابل 114 328 حاوية خلال نفس الفترة من سنة 2021.

وأكد السيد فوداد أن مصالح الجمارك تعمل على بذل كل الجهود لإخضاع كل الحاويات المصدرة أو المستوردة لعملية مراقبة جهاز "سكانير" حماية للاقتصاد الوطني. وذكرت الحصيلة بشأن عدد التصاريحات في عمليات الاستيراد خلال الثمانية أشهر الأولى من السنة بلغت 46 726 بزيادة قدرت بـ 9,1 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من 2021 بقيمة مالية قدرت بـ 169 082 731 دينار جزائري، بزيادة تقدر بـ 5,7 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من 2021.

أكد يزيد فوداد المدير الجهوي للجمارك على مستوى ميناء الجزائر والمراقب العام، أن مصالح الميناء وضعت كل الترتيبات لاستقبال السيارات المستعملة التي سيتم استيرادها والمعروفة بسيارات أقل من ثلاث سنوات.

زولا سومر

وقال فوداد لدى استضافته في منتدى جريدة "المجاهد" أمس إن الجمارك الجزائرية تملك نظاما أليا رقميا يسمح بإفشال محاولات الغش والتزوير في سنة صنع هذه السيارات أو عداداتها، حيث بإمكان هذا النظام الاطلاع عن بعد على ما يعرف بـ "شهادة ميلاد" هذه السيارات والمعلومات المتعلقة بها بمجرد إدخال الرقم التسلسلي في الطراز الخاص بها بدءا ببلد المنشأ وتاريخ سيرها وعدد الكيلومترات التي سارتها. كما أشار إلى وجود طرق ووسائل أخرى للمراقبة تعتمد على باقي المصالح المكلفة بهذه العملية من الناحية الإدارية والتقنية.

وأضاف بخصوص قيمة الرسوم الجمركية والضريبة التي ستطبق على هذه السيارات، أنها ستحدد بموجب قانون تلتزم مصالح الجمارك بتطبيقه.

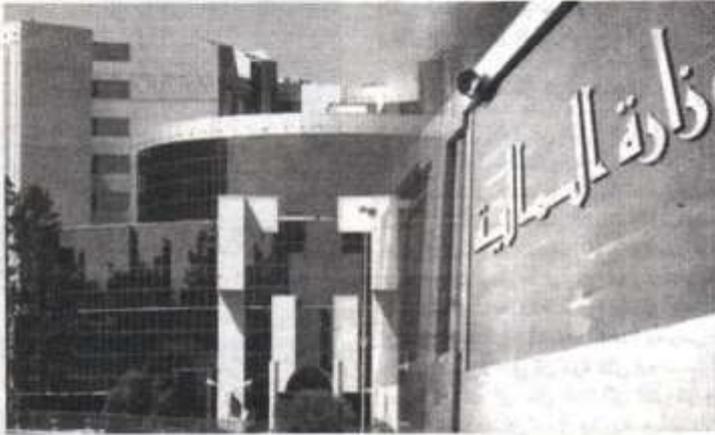
وقال يزيد فوداد بخصوص السيارات الجديدة التي سيتم استيرادها، بوجود تحفيزات جمركية وضريبية أقرها القانون لسائدة مستوردي السيارات الصديقة للبيئة غير الملوثة حيث قامت مصالح الجمارك على مستوى ميناء الجزائر بجمركة 092 17 سيارة خلال الثمانية أشهر الأولى من السنة الجارية 2022 بزيادة قدرها 4,76 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية التي تم خلالها جمركة 314 16 سيارة.

كسالي يكشف بالأرقام مؤشرات قانون المالية..

احتياطي الصرف يرتفع إلى 54.6 مليار دولار

■ ميزان المدفوعات عند مستوى لم يتحقق منذ 2014

كشف وزير المالية إبراهيم كسالي، أمس بالجزائر العاصمة، أنه من المتوقع أن ترتفع احتياطي الصرف إلى 54.6 مليار دولار بنهاية العام الجاري 2022.



أوضح كسالي، خلال عرضه لمشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أن تقديرات إغلاق العام الجاري تشير إلى أن احتياطي الصرف المرتقب بنهاية 2022 سيقدّر بـ 54.6 مليار دولار، أي ما يعادل 14.3 شهرا من واردات السلع والخدمات خارج عوامل الإنتاج.

وتوقع وزير المالية أن يتطور مستوى الاحتياطات إلى 59.7 مليار دولار في نهاية 2023، أي 16.3 شهرا من الواردات السلع والخدمات.

ومن المتوقع أيضا أن يسجل الميزان التجاري للجزائر فائضا بـ 17.7 مليار دولار بنهاية العام الجاري مقابل 1.1 مليار دولار العام الذي سبقه، وهو ما يعكس «الزيادة المعتبرة في صادرات المحروقات في سياق ارتفاع أسعار النفط في الأسواق العالمية مع زيادة صادرات الجزائر خارج المحروقات، والتي سترتفع من 4.5 إلى 7 مليار دولار في نهاية 2022، حسب الوزير.

وبخصوص صادرات السلع بنهاية العام الجاري، من المتوقع أن تصل إلى 56.5 مليار دولار (منها 49.5 كصادرات للمحروقات) بعد أن قدرت في 2021 بـ 38.6 مليار دولار.

بالمقابل، سترتفع واردات السلع برسم العام الجاري بشكل طفيف إلى 38.7 مليار دولار (37.5 مليار سنة 2021). أما عن ميزان المدفوعات فسيُسجل

مستوى الإيرادات والنفقات للسنة الجارية عجز في الميزانية قدره 4092.3 مليار دج (-) 15.9 بالمائة من الناتج الداخلي الخام، حسب نفس المصدر.

ومن المتوقع أيضا زيادة الجباية البترولية المحصلة بنهاية 2022 عند 2353.8 مليار دج بالمقارنة بـ 2021، نتيجة ارتفاع سعر برميل مزيج الصحراء الجزائري الذي سينقل من 72.3 دولار للبرميل في 2021 إلى 95 دولارا للبرميل في إغلاق 2022.

وأكد وزير المالية في تدخله أن سنة 2022 تميزت باتخاذ جملة من الإجراءات الرامية إلى دعم الاستثمار العمومي والخاص، علاوة على تعزيز القدرة الشرائية للأسر.

فائضا عند 11.3 مليار دولار (6.3 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) وهو مستوى لم يتم تحقيقه منذ سنة 2014، يؤكد وزير المالية.

من جهة أخرى، ستصل إيرادات الميزانية بنهاية العام الجاري - حسب التوقعات التي عرضها الوزير- إلى 7517.9 مليار دج، بزيادة قدرها 27.1 بالمائة مقارنة بـ 2021. نتيجة ارتفاع الجباية البترولية بمقدار 1284.9 مليار دج (+ 66.7 بالمائة) والإيرادات الجبائية بـ 222.8 مليار دج (+8.1 بالمائة).

كما سترتفع النفقات هي الأخرى لتصل 11610.2 مليار دج (تقديرات قانون المالية التكميلي) أي بزيادة بلغت نسبتها 56.1 بالمائة مقارنة بـ 2021. وينتظر أن ينتج عن

تخصيص 292 مليار دج لتقييم منحة البطالة و15 مليار دج للتضامن في رمضان

597 مليار دينار لتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب والأجور في 2023

■ كشف وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، خلال عرضه لمشروع قانون المالية 2023، عن الإجراءات العاجلة اتخذتها الدولة للحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتحسينها . وخلال عرضه، امس، لمشروع قانون المالية 2023 على لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، قال كسالي، إن الاجراءات تشمل مراجعة تصاعدية للأجور ومنحة البطالة وتعزيز الاستثمار العمومي وتشجيع الاستثمار الخاص لضمان النمو . وتحدث وزير المالية عن الاعتمادات المخصصة في هذا الشأن، حيث خصصت 292 مليار دج لاعادة تقييم منحة البطالة، و 160 مليار دج لدمج المستفيدين من الادمج المهني، و 195 مليار دج لتخفيض الضريبة على الاجر، إضافة إلى 156.35 مليار دج لمنحة كوفيد 19، كما خصصت الدولة غلافًا ماليًا قدره 15 مليار دج لعمليات التضامن خلال شهر رمضان، و 105 مليار دج لدعم الطاقة والغاز والمياه . واقتراح مشروع قانون المالية 2023، تخصيص احتياطي بـ1976 مليار دينار، لتغطية النفقات غير المتوقعة الناتجة عن القرارات المتخذة، في إطار إعادة تقييم النقاط الاستدلالية ومنحة البطالة وتنفيذ إصلاح الدعم والإدماج المهني. وخصّص لتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب والأجور مبلغ 597 مليار دينار، كما تم زيادة الإيرادات لتأمين البطالة في مشروع قانون المالية 2023 بـ 376 مليار دينار. ■ ح.ن

■ كشف وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، خلال عرضه لمشروع قانون المالية 2023، عن الإجراءات العاجلة اتخذتها الدولة للحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتحسينها . وخلال عرضه، امس، لمشروع قانون المالية 2023 على لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، قال كسالي، إن الاجراءات تشمل مراجعة تصاعدية للأجور ومنحة البطالة وتعزيز الاستثمار العمومي وتشجيع الاستثمار الخاص لضمان النمو . وتحدث وزير المالية عن الاعتمادات المخصصة في هذا الشأن، حيث خصصت 292 مليار دج لاعادة تقييم منحة البطالة، و 160 مليار دج لدمج المستفيدين من الادمج المهني، و 195 مليار دج لتخفيض

كشف عن تخصيص أغلفة مالية معتبرة... وزير المالية:

مراجع تصاعدية للأجور ومنحة البطالة

وذلك بعدما كان يحضر في السابق وفق أحكام القانون 17-84 ما يعني الانتقال من الميزانية بالوسائل إلى الميزانية بالبرامج والأهداف. من جهته، استهل ممثل الحكومة عرضه بتقديم مؤشرات عن تباؤات الإقبال لسنة 2022 تتعلق بنفقات الدعم الاجتماعي، الناتج الداخلي الخام، معدل النمو، ميزان المدفوعات، احتياطي الصرف، معدل التضخم، مؤشر الاستهلاك والتحصيل الجبائي.



كشف وزير المالية ابراهيم جمال كسالي، خلال عرضه لمشروع قانون المالية 2023، عن الإجراءات العاجلة التي اتخذتها الدولة للحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتحسينها.

وخلال عرضه، أمس، لمشروع قانون المالية 2023 على لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، قال كسالي، إن الإجراءات تشمل مراجعة تصاعدية للأجور ومنحة البطالة وتعزيز الاستثمار

العمومي وتشجيع الاستثمار الخاص لضمان النمو.

وتحدث وزير المالية عن الاعتمادات المخصصة في هذا الشأن، حيث خصصت 292 مليار دج لإعادة تقييم منحة البطالة، و 160 مليار دج لدمج المستفيدين من الإدماج المهني، و 195 مليار دج لتخفيض الضريبة على الأجر، إضافة إلى 156.35 مليار دج لمنحة كوفيد 19، كما خصصت الدولة غلظا ماليا قدره 15 مليار دج لمعاملات التضامن خلال شهر رمضان، و 105 مليار دج لدعم الطاقة والغاز والمياه.

واقترح مشروع قانون المالية 2023، تخصيص احتياطي 1976 مليار دينار، لتغطية النفقات غير المتوقعة الناتجة عن القرارات المتخذة، في إطار إعادة تقييم النقاط الاستدلالية ومنحة البطالة وتنفيذ إصلاح الدعم والإدماج المهني، وخصص لتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب والأجور مبلغ 597 مليار دينار، كما تم زيادة الإيرادات لتأمين البطالة في مشروع قانون المالية 2023 بـ 376 مليار دينار.

وحسب الوزير سجل الميزان التجاري فائضا بـ 8.89 مليار دولار، إلى نهاية جويلية مقابل عجز قدره -0.62 مليار دولار خلال سنة 2021، فيما ارتفعت الصادرات السلعية بـ 53.30 بالمائة لتصل إلى 32.06 مليار دولار خلال هذا العام، مقابل 20.91 مليار دولار في 2021، مقابل ارتفاع صادرات المحروقات إلى 28.15 مليار دولار، مقابل 18.42 مليار دولار في 2021، مسجلة زيادة قدرها 52.79 بالمائة، فيما عرفت الصادرات خارج المحروقات ارتفاعا من 2.49 دولار نهاية جويلية 2021 إلى 3.91 مليار دولار نهاية جويلية 2022، بنسبة زيادة 57.01 بالمائة.

وبنه رئيس لجنة المالية في مستهل الأشغال إلى خصوصية هذا العرض، موضعا أن دراسة مشروع قانون المالية للسنة المقبلة قد حضر وفقا لأحكام القانون 18-15 المتعلق بقوانين المالية

عقب ذلك انبرى الوزير لشرح تأطير الاقتصاد الكلي والميزانياتي لمشروع قانون المالية لسنة 2023 مؤكدا أن الجزائر تهننت الانتقال إلى نمط جديد من الحوكمة المالية وذلك وفق نص القانون 18-15.

في هذا الإطار، أوضح كسالي أن مصالحه تتوقع ارتفاعا في إيرادات الميزانية يقدر بنسبة 12٪ مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي الأخير وهذا مقابل نفقات تصل إلى 13786 مليار دج، وأضاف أن ميزانية التسيير ستعرف من جهتها ارتفاعا يقدر بـ 26.9٪ وذلك بسبب تعديل الشبكة الاستدلالية للأجور وزيادة الاعتمادات المرصدة لمنحة البطالة، إلى جانب أثر ناجم عن تدابير ميزانية أخرى.

وأما بخصوص الاعتمادات الموجهة لخص البرامج، فأوضح ممثل الحكومة أنها ستبلغ 1359 مليار دج سيوجه منها ما نسبته 76.3٪ للبرنامج الجديد مقابل 23.7٪ مخصصة لإعادة تقييم المشاريع قيد الإنجاز.

واختتم ممثل الحكومة عرضه بشرح التدابير التشريعية المقترحة في مشروع القانون والتي تتعلق في مجملها بدعم الاستثمار وتعبئة الموارد وتحقيق مبدأ الشمول المالي والجبائي وكذا تشجيع النشاطات التضامنية.

وعند فتح مجال المناقشة، رافع أعضاء اللجنة بخصوص عدة محطائب انصبحت في مجملها حول تخصيص مزيد من الاعتمادات المالية لاسيما للمناطق التي تعاني من ضعف في الهياكل القاعدية.

إلى جانب ذلك، تسائل السادة النواب عن مؤشرات لم ترد في العرض على غرار حجم الدين الداخلي والخارجي وكذا معدل البطالة، كما تسائلوا عن كيفية مواجهة التضخم وعن موارد تمويل عجز الخزينة.

نسيمة عجاج



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger